Décision n° 4329 – Mme S. contre commune d'Argens-Minervois

Séance du 2 décembre 2024

Lecture du 2 décembre 2024

En octobre 2018, la chute d'un arbre a provoqué l'effondrement partiel du mur de soutènement d'un chemin menant à un château d'eau et un surpresseur. Ce chemin, propriété de Mme S., est grevé d'une servitude de passage au profit notamment de la commune d'Argens-Minervois, à laquelle appartiennent le château d'eau et le surpresseur.

Le 25 juin 2019, le juge des référés du tribunal de grande instance de Narbonne a condamné Mme S. à effectuer les réparations nécessaires, mais a déclaré les juridictions de l'ordre judiciaire incompétentes pour statuer sur l'appel en garantie formé par cette dernière à l'encontre de la commune. Mme S. a alors saisi les juridictions administratives d'une demande de condamnation de la commune à lui verser une somme correspondant à 80 % du coût des réparations. Par arrêt du 1^{er} octobre 2024, la cour administrative d'appel de Toulouse a, et en application de l'article 32 du décret du 7 février 2015, renvoyé au Tribunal le soin de décider de la question de compétence.

Tout d'abord, rappelant qu'un bien ne peut appartenir au domaine public que s'il est la propriété d'une personne publique, le Tribunal retient que le chemin et son mur de soutènement, qui sont la propriété de Mme S., ne font pas partie du domaine public.

Ensuite, constatant que le chemin et le mur de soutènement ne sont pas incorporés à l'ouvrage public que constitue le château d'eau et ne peuvent être regardés comme étant affectés directement au service public de l'alimentation en eau potable, le Tribunal en déduit qu'ils ne présentent pas le caractère d'ouvrages publics.

Enfin, le Tribunal relève que la servitude grevant le chemin au bénéfice de la commune a été établie, sur le fondement de l'article 686 du code civil, par acte de droit privé.

Il retient dès lors la compétence du juge judiciaire pour connaître du litige opposant Mme S à la commune.